

Wall Street (enfin) sous le feu de la presse financière américaine

Longtemps "groupie" de l'industrie financière, la presse économique met désormais la pression sur cette industrie de la finance, qui en s'opposant aux réformes envers et contre tout, envoie un message désastreux : plutôt risquer l'argent des consommateurs que d'accepter la régulation.

Avec Atlantico.fr

Le secteur financier américain continue de s'opposer à la régulation... Pourtant, celle-ci ne fait que commencer: la loi « [Dodd-Frank](#) » votée en 2010 est à peine appliquée.

Les journalistes de [Bloomberg](#) se sont gentiment dévoués : ils ont lu les 848 pages du texte de la loi Dodd-Frank portant sur la réforme du secteur financier américain, et l'ont synthétisé. Remarque préliminaire : **"seules 74 des 400 règles annoncées ont été finalisées, et 154 ont dépassé leur date limite."** Les règles peuvent se ranger en trois catégories :

- **Le premier niveau** : renforcer la transparence pour limiter le risque d'erreurs catastrophiques, en forçant notamment les banques à rendre publique plus de données.
- **Le deuxième niveau** : rendre les institutions financières aptes à survivre aux erreurs, lorsqu'elles se produisent. L'élément crucial étant ici une exigence de capitaux plus élevés, qui permettent à une banque de rester solvable si la valeur de ses placements diminue.
- **Le troisième niveau** : s'assurer qu'en cas de défaillance d'une banque, elle n'emporte pas tout le système financier avec elle. Pour cela, la loi donne à une agence indépendante, la FDIC ([Federal Deposit Insurance Corporation](#)) le pouvoir de fermer une institution en faillite en limitant le risque de contagion.

"Est-ce vraiment si terrible que ça ?" s'interroge [le Business Insider](#). De son côté, Bloomberg cite une étude menée par la Bank of England, selon laquelle **le coût de la crise financière dépasse les coûts entraînés par cette loi, même en doublant l'exigence de capitaux**. Conclusion pour Bloomberg, *"la solution n'est pas de revenir sur la loi Dodd-Frank. C'est de construire aussi rapidement que possible les digues qu'elle préconise"*.

Dans un éditorial intitulé *"Wall-Street face à la réalité"*, [le New York Times](#) y va plus franchement. *"Ce sont la faiblesse de l'économie, les marchés volatiles, les emprunts toxiques et l'exposition à la dette de la zone euro qui ralentissent les profits des grandes banques. Mais les banquiers, leurs lobbyistes et les hommes politiques se dépêchent de faire peser la faute sur les nouvelles réglementations nationales et internationales."*

En essayant à tout prix d'éviter les règles, Wall Street dégrade son image. Le coup de grâce est porté par Andrew Ross Sorkin, du [blog DealBook](#) : dans son dernier post de 2011, il relate comment Wall-Street a successivement empêché la nomination de deux personnes à la tête de l'Agence de protection financière des consommateurs. *"Les banques de Wall Street font ce qu'elles peuvent pour empêcher le bureau de faire son travail, et c'est une honte"*. Voilà le message envoyé par Wall Street : **le secteur financier essaie activement de contrecarrer une start-up dont le rôle est pourtant de protéger l'argent des consommateurs.**